

LES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

Par **Hélène Lefebvre** et **Mark Pitard**
DEA de Droit Maritime et Océanique

L'organisation commune des marchés (OCM) dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, établie en 1970¹, a constitué le premier volet de la Politique commune de la pêche. Composée de normes de commercialisation, d'organisations de producteurs (OP), d'un système de soutien des prix reposant sur des mécanismes d'intervention et d'un régime d'échange avec les pays tiers, l'OCM ambitionne une stabilisation des prix, un ajustement de l'offre à la demande et l'approvisionnement du marché afin de contribuer à une gestion durable des ressources de la mer,

Associations de pêcheurs ou d'aquaculteurs, les OP représentent avant tout des groupements destinés à garantir des meilleures conditions de mise sur le marché des produits de leurs adhérents.

Aujourd'hui, on dénombre en Europe 184 OP dont 36 françaises. Au fort développement quantitatif des OP depuis la naissance de l'OCM s'est accompagné un accroissement des responsabilités des OP en tant qu'instrument de régulation du marché commun des produits de la pêche. Ainsi, avec la règlement 104/2000 du 17 décembre 1999 réformant l'OCM, les producteurs sont encouragés à prendre plus de responsabilités, tant en matière de gestion de ressources qu'en matière d'adaptation aux conditions changeantes du marché. Les producteurs sont en outre encouragés à prendre en compte le caractère délicat de l'environnement marin et à soutenir des méthodes de pêche qui complètent les évolutions vers la durabilité.

Si les Etats membres ne sont pas absents de la mise en œuvre de l'OCM par le biais des OP, ces dernières n'en sont pas moins soumis à un fort encadrement par le droit communautaire (I). Instruments privilégiés de la politique communautaire en matière de pêche, les OP apparaissent comme les agents locaux de régulation du marché des produits de la pêche et de l'aquaculture (II).

¹ Règlement du Conseil n° 2141/70 du 20 octobre 1970 portant établissement d'une politique commune des pêches, JOCE n° L24 du 27 janvier 1970

I. L'ENCADREMENT DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS PAR LE DROIT COMMUNAUTAIRE

Les organisations de producteurs peuvent être définies comme des organisations créées par des pêcheurs ou des aquaculteurs s'associant librement afin de mettre en œuvre des mesures garantissant les meilleures conditions de mise sur le marché de leurs produits. Si un groupement de producteurs peut revêtir le statut d'association de type loi 1901 ou de coopérative maritime, l'octroi de la reconnaissance d'OP est nécessaire quant à l'octroi de nombreuses aides financières ainsi qu'à l'obtention de l'extension des règles de discipline (A). Le droit communautaire, notamment par l'intermédiaire des Etats membres, organise un contrôle pouvant apparaître des plus stricts des organisations de producteurs, le retrait de la reconnaissance représentant en la matière la sanction la plus préjudiciable au fonctionnement de l'OP en tant qu'organe de régulation du marché des produits de la pêche (B).

A. La reconnaissance des organisations de producteurs

La reconnaissance d'une OP est subordonnée à une procédure d'agrément encadrée par le droit communautaire mais relevant de la compétence des Etats membres (1). L'intérêt de l'agrément se comprend aisément si l'on considère les avantages qu'il peut procurer à un groupement de producteurs, tant au niveau financier qu'au niveau du champ d'application des mesures qu'il édicte (2).

1. L'octroi de la reconnaissance

Les groupements de producteurs doivent remplir un certain nombre de conditions pour pouvoir être reconnus en tant qu'organisation de producteurs.

En premier lieu, le groupement de producteurs, personne morale constituée à l'initiative même d'un groupe de producteurs, doit être expressément réservée à ces derniers. L'article 1 du règlement n°104/2000 du 17 décembre 1999² précise la notion de producteurs en reconnaissant cette qualité aux personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre des moyens de production permettant d'obtenir des produits de la pêche en vue de leur première mise sur le marché. Ainsi, mareyeurs, négociants ou transformateurs, à la différence des pêcheurs, conchyliculteurs ou aquaculteurs, ne peuvent appartenir à une OP.

En second lieu, l'organisation doit réunir certains critères juridiques et économiques. L'OP doit être représentative d'une activité économique suffisante, répondre aux exigences posés par l'article 5§1 du règlement 104/2000, offrir une garantie suffisante quant à la réalisation correcte de son action, et disposer d'une capacité juridique nécessaire selon la législation nationale dont elle relève³.

L'adhésion aux OP étant fondée sur le principe de la liberté d'adhésion, l'imposition d'une représentativité minimale de l'activité économique dans une zone et pour des produits déterminés apparaît pour le moins logique. En effet, une concentration efficace de l'offre ne

² Règlement n°104/2000 du Conseil, du 17 décembre 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, JOCE n° L017 du 21 janvier 2000, *abrogeant* le Règlement n°3759/1992 du 17 décembre 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, JOCE n° L388 du 31 décembre 1992

³ article 5§2 du Règlement 104/2000

peut être obtenue que par la constitution d'organismes ayant une certaine dimension économique. L'OP, pour être reconnue, doit représenter au moins 20% des navires habituellement présents dans la zone considérée et écouler 15% au moins de la production totale de la zone ou 30% au moins de la production totale dans un port ou sur un marché important de cette zone⁴. En ce qui concerne la procédure de reconnaissance spécifique⁵, le critère de représentativité économique est abandonné. La reconnaissance est dans cette hypothèse subordonnée à la présentation par l'OP d'un « plan d'amélioration de la qualité » des produits de la pêche ou de l'aquaculture⁶.

L'article 5§1 du règlement 104/2000 énonce un certain nombre d'exigences que doivent respecter les OP pour pouvoir être agréées. Ainsi les statuts de l'OP doivent être exempts de toute discrimination à l'égard de ses membres, que ce soit en matière de nationalité ou de lieu d'établissement. Ils doivent par ailleurs prévoir des contributions financières obligatoires pour ses adhérents, des sanctions en cas de violation des règles de l'OP et des règles relatives à l'admission de nouveaux membres. Les adhérents de l'OP faisant l'objet de la procédure de reconnaissance ne doivent appartenir, pour un navire donné et pour un groupe de produits donné qu'à une seule OP. Ils ne doivent écouler l'ensemble de leur production que par l'intermédiaire de l'OP dont ils sont adhérents.

La reconnaissance des OP relève de la compétence des Etats membres⁷. Pour pouvoir être agréée, une OP doit en faire la demande auprès de l'Etat au sein duquel se situe son siège social. Les OP transnationales, soit les OP dont les adhérents sont ressortissants de plusieurs états membres, peuvent également, depuis la réforme de 2001 faire l'objet d'une reconnaissance⁸.

La demande doit contenir les statuts, les règles de l'OP, l'identité des personnes habilitées à agir pour son compte, le détail des activités de l'organisation ainsi que la preuve que l'OP soit représentative d'une activité économique suffisante. L'Etat octroie ou refuse la reconnaissance de l'OP dans un délai de trois mois à compter du dépôt de la demande. En cas de refus de la reconnaissance, la décision de l'Etat doit être motivée⁹.

⁴ Article premier du Règlement n°2318/2001 du 29 novembre 2001, établissant les modalités d'application du règlement n°104/2000 du Conseil en ce qui concerne la reconnaissance des organisations de producteurs dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, JOCE n° L313 du 30 novembre 2001

⁵ Article 12 du Règlement 104/2000

⁶ Ce plan devant contenir un certain nombre d'objectifs, tels l'amélioration sensible de la qualité des produits à bord ou en cours d'élevage ainsi que la description des actions prévues pour les atteindre.

⁷ article 5§2 du Règlement 104/2000

⁸ article 6§2 du Règlement 104/2000, l'objectif étant ici d'encourager une meilleure intégration du marché communautaire

⁹ article 6 du Règlement 2318/2001 du 29 novembre 2001

2. Les conséquences attachées à la reconnaissance

Une OP agréée va pouvoir bénéficier de nombreuses aides financières accordées au titre des mesures de soutien au marché communautaire¹⁰. Il s'agit ici des aides destinées au producteur lors du retrait du marché des produits non-écoulés, des aides destinés à encourager des opérations de report, des aides aux retraits et reports autonomes ainsi que des aides au stockage privé.

Les Etats membres peuvent, au titre du règlement n°2792/1999¹¹, encourager et faciliter le fonctionnement des OP en leur allouant une aide les trois années suivant leur reconnaissance. La durée de ces aides ne peut néanmoins en aucun cas excéder ces trois années¹².

Enfin, le Règlement n°104/2000 ouvre une nouvelle possibilité d'aide financière aux OP. Il permet aux Etats membres d'octroyer une indemnité temporaire afin de compenser les coûts résultant de l'obligation pour chaque OP d'établir un programme opérationnel de campagne de pêche. La durée de l'indemnité est néanmoins limitée à cinq ans au maximum.

La reconnaissance d'une OP va permettre à cette dernière, sous certaines conditions, de bénéficier de la procédure d'extension des disciplines de l'organisation aux non-adhérents¹³. Cette procédure a pour objet de donner un caractère impératif aux règles de production et de commercialisation ainsi qu'aux règles relatives au retrait ou au report élaborées par l'OP. L'extension est subordonnée à une condition de représentativité de l'OP concernée. Celle-ci doit être en effet représentative de la production et de la commercialisation dans un ou plusieurs lieux de débarquement des Etats membres. L'extension des règles se réalise par l'intermédiaire des Etats membres. En France l'extension prend la forme d'un arrêté ministériel rendant obligatoires certaines mesures d'une OP à l'égard des non-adhérents commercialisant les mêmes produits dans la même zone. Les non-adhérents violant les règles de discipline peuvent faire l'objet de contraventions de cinquième classe¹⁴. L'Etat membre peut en outre décider d'assujettir les non-adhérents à une cotisation correspondant en tout ou partie à la contribution financière versée par les producteurs adhérents¹⁵.

¹⁰ Titre IV du Règlement 104/2000

¹¹ Règlement n°2792/1999 du 17 décembre 1999 définissant les modalités et conditions des actions structurelles de la Communauté dans le secteur de la pêche, JOCE n° L337 du 30 décembre 1999

¹² Aucune de ces aides ne pourra en outre être versée au delà du 31 décembre 2008, l'objectif à long terme étant d'atteindre l'autofinancement des organisations de producteurs

¹³ Article 7 du règlement 104/2000 du 17 décembre 1999 ; Règlement n°1886/2000 du 6 septembre 2000 établissant les modalités d'application du règlement n°104 /2000 du Conseil en ce qui concerne l'extension aux non-adhérents de certaines règles édictées par les organisations de producteurs dans le secteur de la pêche, JOCE n° L227 du 7 septembre 2000

¹⁴ Décret n°178/94

¹⁵ Ils peuvent néanmoins bénéficier d'une indemnité en raison des quantités de produits qui n'ont pu être commercialisés du fait de l'extension de discipline.

B. Le contrôle de l'activité des organisations de producteurs

Les OP font l'objet d'un contrôle exercé tant par les Etats membres que par la Commission européenne. Le contrôle porte sur le respect par l'organisation de ses obligations légales (1). Les violations de ces dernières peuvent faire l'objet de tout un éventail de sanctions, allant de la restitution des aides indûment perçues jusqu'au retrait de la reconnaissance (2).

1. L'étendue du contrôle

En vertu de l'article 7 du Règlement n° 2318/2001¹⁶, les Etats membres sont tenus d'effectuer au minimum une fois par an un contrôle quant au respect par les OP des conditions de leur reconnaissance. La commission est également habilitée à procéder à des contrôles¹⁷. Ces derniers portent, à l'instar des Etats membres, sur le respect par les OP des exigences posées par l'article 5 du règlement 104/2000.

Les Etats membres et la Commission doivent s'assurer qu'une OP ne détienne pas une position dominante sur un marché déterminé¹⁸, qu'elle respecte ses obligations statutaires et qu'elle continue d'assurer une représentativité minimale. L'OP doit également présenter sur la durée des garanties suffisantes quant à la réalisation de son action, à la fois quant sa durée et à son efficacité. Les mesures qu'elle édicte doivent être propres à privilégier la planification de la production et son adaptation à la demande, à promouvoir la concentration de l'offre, à stabiliser les prix et à encourager les méthodes de pêche qui favorisent une pêche durable¹⁹.

L'article 9§1 du règlement 104/2000 impose aux OP d'élaborer des « programmes opérationnels de campagne de pêche »²⁰. Cette nouvelle obligation s'inscrit dans le cadre de la politique actuelle des Etats membres tendant à responsabiliser de manière accrue les OP en matière de gestion de la ressource. Ces plans, renouvelés pour chaque campagne de pêche, doivent indiquer la stratégie de commercialisation de l'OP pour adapter le volume et la qualité de l'offre aux exigences du marché, un plan de capture ou de production suivant les espèces, les mesures préventives d'adaptation de l'offre à la demande pour les espèces difficilement commercialisables et les sanctions applicables aux adhérents qui contreviennent aux décisions prises. La mise en œuvre du programme opérationnel de campagne de pêche s'effectue sous le contrôle de l'Etat dont relève l'OP²¹.

En ce qui concerne les aides financières accordées aux OP, les Etats membres doivent effectuer des contrôles réguliers afin de prévenir et de réprimer les fraudes. La commission vérifie que les aides nationales octroyés aux OP ne soient pas constitutives d'entraves à la concurrence prohibées par l'article 92 du Traité de Rome.

¹⁶ Règlement n°2318/2001 du 29 novembre 2001, établissant les modalités d'application du règlement n°104/2000 du Conseil en ce qui concerne la reconnaissance des organisations de producteurs dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, JOCE n° L313 du 30 novembre 2001

¹⁷ Article 6§5 du Règlement 104/2000

¹⁸ sauf à démontrer que cette position est rendu nécessaire pour la poursuite des objectifs de l'article 33 du Traité de Rome (article 5§3 du règlement 104/2000)

¹⁹ Article 5 §1, point b du Règlement 104/2000

²⁰ Exception faite de la première année suivant la reconnaissance de l'OP

²¹ Article 9§3 du Règlement 104/2000

2. Les sanctions applicables

La reconnaissance d'une OP peut être retirée si elle ne satisfait plus aux conditions de sa reconnaissance ou si cette dernière repose sur des indications erronées²². Le retrait est prononcé par l'Etat membre dont relève l'OP. La Commission peut, à l'occasion de ses propres contrôles, enjoindre un Etat membre à prononcer le retrait d'une reconnaissance. L'intention ainsi que les motifs de retrait doivent faire l'objet d'une notification à l'OP qui dispose d'un délai afin de présenter ses observations à l'autorité nationale compétente. Toute décision de retrait doit faire l'objet d'une communication à la commission dans un délai de deux mois.

Le retrait d'une reconnaissance à une OP suppose également le retrait de toute autre reconnaissance spécifique accordée²³. Ce retrait intervient en cas de défaut de communication par l'OP à l'Etat membre des informations requises pour le suivi de ses activités ou d'un manquement aux conditions de sa reconnaissance²⁴.

En cas d'obtention ou de bénéfice frauduleux de reconnaissance, la sanction est aggravée, le retrait opérant sans délai et rétroactivement²⁵. Ainsi l'aide octroyée à l'OP afin d'encourager sa constitution et d'en faciliter le fonctionnement²⁶ sera récupérée par l'Etat membre²⁷.

Concernant les compensations financières des retraits, l'aide aux reports, les retraits et reports autonomes, l'aide au stockage privé et l'indemnité compensatoire pour le thon, le règlement n°150/2000 du 25 janvier 2001 instaure un régime de sanctions pécuniaires. Les montants des sanctions applicables sont déterminés, selon un système de tranches, en fonction des montants d'aide faisant l'objet d'irrégularités²⁸.

Enfin, Le défaut de production de programme opérationnel de pêche entraîne pour la campagne de pêche la perte de toute aide financière relative aux mécanismes d'intervention de l'organisation commune des marchés²⁹. En cas de défaut de mise en œuvre du programme, la première omission entraînera une réduction de 25% de l'aide financière accordée. Cette diminution s'élèvera à 50% en cas de récidive. En cas d'omission ultérieure, l'OP fautive se verra refusée la totalité de l'aide financière.

²² Article 6 §1 du Règlement 104/2000

²³ Article 4 du Règlement 1924/2000 du 11 septembre 2000 établissant les modalités d'application du règlement n°104/2000 du Conseil en ce qui concerne l'octroi de la reconnaissance spécifique aux organisations de producteurs du secteur de la pêche pour l'amélioration de la qualité de leur production

²⁴ Conditions énoncées à l'article 12 du Règlement 104/2000

²⁵ Article 6§5 du Règlement 104/2000 ; article 4 du Règlement 1924/2000

²⁶ Aides attribuées en vertu de l'article 15 du Règlement 2792/1999

²⁷ Article 7 du Règlement 2318/2001

²⁸ Articles 3 du Règlement n°150/2000 du 25 janvier 2001 établissant les modalités d'application du règlement n°104/2000 du Conseil au regard des sanctions devant être appliquées aux organisations de producteurs dans le secteur de la pêche en cas d'irrégularités relatives aux mécanismes d'intervention, JOCE n° L24 du 26 janvier 2001

²⁹ Article 9§3 du Règlement 104/2000

II - LES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS : UN REGULATEUR DU MARCHÉ DES PRODUITS DE LA PÊCHE

Parmi leurs plus grands objectifs, les organisations de producteurs tendent vers une amélioration des conditions de vente de la production par ses adhérents mais aussi vers une gestion raisonnée des stocks.

A/ Par un soutien du marché des pêches

Le soutien au marché se matérialise par différents mécanismes avec le prix communautaire couplé au mécanisme de prix de retrait de la surproduction et un système d'aide financière directe au producteur.

1. Le mécanisme du prix de retrait

Stabiliser les cours c'est ce que s'efforcent de faire les organisations de producteurs pour assurer aux producteurs, à défaut d'un revenu rémunérateur, un revenu équitable.

L'absence de réglementation sur l'écoulement des marchandises retirées³⁰ entraîna pendant longtemps une dualité des pratiques quand à ces produits. En effet la pratique des organisations de producteurs désignées comme industrielles ou artisanales consistait à centrer leurs interventions sur les retraits en vue de la destruction des produits atteignant le cours plancher fixé. Par opposition les OP dites coopératives tendaient à limiter ces pratiques pour privilégier en collaboration avec les mareyeurs un retraitement des marchandises retirées par la congélation ou encore par le stockage. Cependant un règlement de la Commission européenne du 19 décembre 2001³¹ dispose dans son article premier et en conformité avec l'article 17 du règlement (CE) 104/2000³² que les produits retirés ne pourront être écoulés que selon des options déterminées par cet article, à savoir dans le but d'une alimentation animale ou pour une distribution à titre gratuit. Toutefois d'autres utilisations peuvent être ponctuellement autorisées selon l'alinéa 2 du premier article de ce même règlement. De plus ce règlement dispose aussi des conditions de vente des produits retirés dans le cadre d'une utilisation à des fins animales ou non alimentaires. Ce règlement diminue considérablement les risques de voir se développer, par la pratique du retrait, une pêche déraisonnable qui ne serait pas en conformité avec le principe de protection de la ressource visée par l'Organisation mondiale du commerce. L'OCM semble ainsi trouver le point d'équilibre qui lui manquait et qui n'est possible que par le biais de l'intervention des Organisations de Producteurs.

Chacune des O.P. peut intervenir sur le marché. Leur prérogative à l'égard du prix de retrait apparaissent primordiales. Dans la situation où une baisse des prix entraîne une surpêche et par la même une saturation du marché et un effondrement des prix, la ressource se trouve

³⁰ Le seul texte en traitant étant le règlement n°1501/83 de la commission du 9 juin 1983 relatif à l'écoulement de certains produits de la pêche ayant fait l'objet des mesures de régulation de marché. J.O. L152 du 10/06/1983, p. 22

³¹ Règlement (CE) n°2493/2001 de la commission du 19 décembre 2001 relatif à l'écoulement de certains produits de la pêche retirés du marché. J.O. des communautés Européenne du 20/12/2001

³² J.O. L 17 du 21/1/2000 p. 22

dévalorisée. Le prix de retrait entre en action lorsque les produits mis en vente atteignent un prix plancher qui en déclenche le fonctionnement. L'article 17 du règlement 104/2000 dispose que "pour les produits visés à l'article 1, les OP peuvent fixer un prix de retrait au dessus duquel elles ne vendent pas les produits apportés par leurs adhérents". Le régime des prix repose sur la détermination d'un prix d'orientation et d'un prix de retrait. Le prix d'orientation est fixé en fonction des dispositions de l'article 18 du règlement 104/2000 et le prix de retrait est calculé en fonction du prix d'orientation. Ainsi les prix d'orientation sont fixés par le Conseil des Ministres chaque année à partir de la moyenne des prix du marché relevés au cours des trois années précédentes. Un règlement est alors pris pour chaque campagne de pêche et publié au journal officiel de l'Union Européenne³³. Le prix de retrait ne doit en aucun cas dépasser 90% du prix d'orientation³⁴. Il concerne une vingtaine d'espèces commercialisées à l'état frais ou réfrigérées et qui constituent la plus grande partie de la production communautaire. Pour ces espèces, les OP fixent donc le prix de retrait en dessous duquel elles ne vendront pas la production de leurs adhérents ; elles seront alors retirées du circuit normal. Les OP ont une marge de tolérance au regard de l'article 21 du règlement 104/2000 dans la détermination du prix de retrait de 10% au dessus du prix communautaire et jusqu'à 10% en dessous. Cette marge de manœuvre autour du prix de retrait a donné parfois naissance à une forte distorsion au sein des Etats membres car le manque de cohésion communautaire au niveau de la fixation des prix de retrait par les différentes OP engendre une inégalité des producteurs sur un marché donné.

Pour les espèces qui ne font pas l'objet d'un prix de retrait communautaire, elles peuvent de la même manière donner lieu à indemnisation. Cette dernière ne constitue cependant pas une obligation pour l'OP. En effet selon l'article 17 paragraphe 1 alinéa 2 tiret 2 du règlement 104/2000 les OP "peuvent accorder une indemnité à leurs adhérents en ce qui concerne les autres produits visés à l'article 1^{er}". Il s'agit donc d'une faculté pour l'OP. Pour ces espèces, l'OP détermine les prix de retrait librement³⁵. Ces retraits se font selon le paragraphe 6 de l'article 24 sous le contrôle de l'Etat et ces espèces peuvent en vertu du paragraphe 7 faire l'objet d'une intégration à la grille de produits de l'annexe I point A après décision de conseil sur proposition de la commission.

2. Les systèmes d'aides financières directes aux producteurs.

Les aides au report de l'article 23 du règlement 104/2000 sont réparties entre le producteur et le transformateur. Elles sont destinées à couvrir forfaitairement les coût de stabilisation , de stockage et les frais financiers. Tous les produits ne peuvent faire l'objet d'une mesure car selon le paragraphe 2 de l'article 23, cela ne concerne que les produits apportés par un adhérent et répondant à certaines exigences de qualité ou encore s'ils sont soit transformés en vue de leur stabilisation et stockés, soit conservés dans des conditions et pendant une période à déterminer. L'aide au report sera accordée à concurrence de 18% de la production annuelle³⁶ mise en vente. Les transformations autorisées sont au titre du paragraphe 4 la congélation, le salage, le séchage, la marinade, la cuisson ou la pasteurisation combinées le cas échéant avec l'étêtage, le découpage ou le filetage.

³³ Pour l'année 2004 règlement (CE) n°2326/2003 du Conseil du 19décembre 2003 fixant pour la campagne de pêche 2004, les prix d'orientation et les prix à la production communautaire pour certains produits de la pêche conformément au règlement (CE) n° 104/2000. J.O. L345/27 du 31 décembre 2003.

³⁴ Il s'agit d'une modification faite par le règlement 104/2000 car le règlement 3759/92 fixait la fourchette d'évolution du prix de retrait entre 70% et 90% du prix d'orientation.

³⁵ article 24 du règlement 104/2000

³⁶ C'est un point de différence d'avec le règlement 3759/92 qui n'autorisait que 6% de la production annuelle mise en vente dans son article 14.

Les aides au stockage privé de l'article 25 sont destinées à couvrir en partie les frais financiers pour des produits congelés à bord des navires de pêche et retirés du marché en raison d'une baisse significative des cours. Les espèces visées sont celles de l'annexe II du règlement 104/2000. Cette aide est de la même façon que l'aide au report limitée et selon le paragraphe 4 de l'article 25, ne pourront être sujets à cette pratique que les produits pêchés, congelés à bord et débarqués dans la communauté par un adhérent de l'OP et dans la mesure où ce stockage s'étend sur une durée minimale. Les produits doivent être remis sur le marché communautaire. Selon le paragraphe 5 le montant de ces aides est limité.

Le thon bénéficie d'un système à part. Cette organisation particulière pour la production de thon vise à compenser les inconvénients résultant du régime à l'importation, aboutissant à l'absence totale de protection tarifaire sur les produits importés destinés à l'industrie de transformation. Pour le thon le marché communautaire se place en situation de dépendance, les approvisionnements extérieurs sont nécessaires pour répondre à la demande des consommateurs et des industries de transformation; le système mis en place vise à préserver les intérêts des producteurs dans un contexte international où l'on privilégie plutôt les intérêts du consommateur. L'aide directe aux revenus des producteurs prend la forme d'une indemnité compensatoire. Nous entendons ici comme indemnité compensatoire une prime accordée lorsque certaines conditions de prix et de marché sont réunies aux producteurs de thons livrés à l'industrie communautaire de transformation, et qui a pour objectif de compenser les risques de baisse de prix liée à l'absence de protection tarifaire pour les produits concernés. Les espèces sont regroupées en cinq groupes de thonidés: Thons blancs, Thon à nageoires jaunes, Listaos, Thons Rouges et Thunnus et Euthunus. Cette indemnité n'est accordée qu'à la suite d'un examen approfondi du marché; cet examen doit révéler que la situation est la conséquence du niveau des prix sur le marché mondial et n'est pas provoquée par une augmentation anormale des quantités produites dans la Communauté.

B) Par une gestion rationnelle des pêches.

Les OP œuvrent dans le sens de l'OCM dans la mesure où elles semblent concrétiser une gestion rationnelle et raisonnable des ressources. Ainsi elle permettent une responsabilisation du pêcheur et un développement durable de la qualité et de la gestion des ressources. Les efforts de la France et des OP en général se sont axés sur une valorisation et une maîtrise de la production. On a alors vu émerger durant les années 90 un phénomène de normalisation, de labellisation et de certification des productions. Cela permettait d'exiger et de contrôler plus efficacement un développement constant vers une meilleure qualité du produit et une protection nécessaire de la ressource. Ces évolutions s'inscrivent directement dans les objectifs de l'OCM. Cette évolution repose sur une organisation volontariste de la profession et plus particulièrement sur le fonctionnement optimum des OP. Mais cette expansion d'une nouvelle qualité et de nouvelles exigences dans le travail ne furent possibles que par un élargissement de la crédibilité, des charges et des compétences des OP qui établissent le trait d'union entre l'OCM et les pêcheurs.

3. Un transfert dans la gestion des quotas.

La politique de conservation de la ressource ne peut être totalement distinguée de la politique de marché. Nous avons précédemment vu que la politique du marché était en partie gérée par les OP, mais on peut considérer aussi que la gestion des ressources représente une compétence "déléguée" aux O.P. Tout d'abord il faut constater que les répartitions de quotas sont effectuées entre les différentes OP. Cette répartition est décidée par un arrêté du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales³⁷. Cette répartition se fait en tonnes. L'exemple de l'arrêté du 9 mai 2003 stipule bien dans son article 4 que dans le cas de certaines modifications les organisations de producteurs doivent par l'intermédiaire des directeurs régionaux des affaires maritimes territorialement compétents les notifier au ministre chargé des pêches maritimes. Aucune autorisation n'est nécessaire, ce qui laisse un champ de manœuvre important aux OP qui vont par la même gérer le stock en fonction d'un objectif de pêche raisonnable et durable. Cependant l'OP à qui l'Etat a délégué la gestion d'un sous-quota est soumis, comme nous l'avons vu à un contrôle administratif et économique. En cas de mauvaise gestion du sous-quota, l'OP pourra dès lors faire l'objet de sanctions administratives. Même si les compétences des OP apparaissent ici des plus large, leur action reste toutefois fortement encadrée. L'arrêt de la cour Européenne de justice du 25 avril 2002³⁸ montre bien comment la France a considéré pour sa défense au §20 que les OP étaient responsables de la mauvaise gestion de ce quotas et qu'elle s'était vu opposer des sanctions économiques et administratives. On a donc ici un schéma de responsabilité en cascade. La France est responsable devant la Communauté Européenne et les OP sont responsables devant la France et les producteurs sont responsables devant l'OP. Ces nouvelles compétences permettent donc une clarification des rôles par une meilleure coordination et compréhension des producteurs ainsi que une homogénéisation dans la pratique de régulation de marché.

2. Les mesures de gestion des quotas par les OP

Les règles de production imposent notamment l'obligation d'établir avant la fin du premier mois de la campagne de pêche un plan de capture prévoyant des mesures propres à adapter l'offre à la demande. Les plans de capture visent à réduire au maximum les excédents d'apports non écoulés sur le marché afin d'éviter de gaspiller la ressource. Les plans de capture ne doivent pas être appréhendés comme de simples limitations des apports mais plutôt comme une possibilité de rééquilibrer la production de façon à s'adapter aux besoins du marché. Il faut définir en fonction du marché les espèces à pêcher ainsi que leur quantité afin d'assurer une meilleure diversification des prises. Concernant la production, le plan de capture prévoit généralement de prendre en compte les bilans d'approvisionnement et d'établir un plan de pêche comprenant des mesures appropriées pour ajuster pendant la campagne de pêche les moyens de production et les possibilités de captures. Auparavant ces plans de capture avaient des portées très limitées mais depuis le règlement 104/2000 les organisations de producteurs ont acquis l'aura nécessaire pour rendre efficace cette disposition. C'est en vertu de l'article 5§1 que l'on apprécie la valeur des règles émises par les O.P. car cet article assigne aux OP comme objectif la "planification de la production et son adaptation à la demande, en quantité et en qualité en mettant notamment en œuvre des plans de capture."

³⁷ Exemple de l'arrêté du 9 mai 2003 portant répartition de certains quotas de pêche attribués à la France dans les eaux des îles Féroé pour l'année 2003 J.O. n°115 du 18 mai 2003 page 8567.

³⁸ L'objet de cet arrêt concernait un dépassement de quotas pour les campagnes de pêche 91 et 95 la France fut condamné aux dépens.

De plus toute la force de la réglementation de l'OP réside dans l'article 7 qui consacre à une OP reconnue la possibilité de faire valoir ses règles aux non-adhérents de l'OP, ce qui change considérablement l'importance et le rôle accordé aux OP. En effet, en plus de l'élargissement de ses compétences en vertu de l'article 5 du règlement 104/2000, l'organisation de producteurs voit se renforcer l'autorité de ses décisions.

BIBLIOGRAPHIE

D. LE BIHAN, *Organisations de producteurs des pêches maritimes en France et en droit communautaire*, publication du CNEXO

P. HESSE ET AUTRES, *Droits maritimes*, Tome III, Exploitation et protection de l'océan, éd. Juris-service, Lyon, 1998, 310 p.

H.REY, *Pêcheurs et groupements de producteurs : rôle et perception des organisations de producteurs*, Revue POUR, Pêches maritimes françaises – Bilan et perspectives, Revue du GREP n° 149/150, Paris, 1996, p. 249-257

A. ROY, *Le rôle des organisations de producteurs au sein du marché français des produits de la pêche*, Mémoire de D.E.A., Université de Nantes, 1996, 98 p.